

DÉBATS

Élections européennes : en avant, toute !



DESSINS DOBRITZ

**JACQUES DELORS
ET PASCAL LAMY**

Les auteurs* défendent leur vision de l'Europe à l'approche des échéances électorales de 2014.

Les élections européennes des 22-25 mai 2014 constituent un rendez-vous démocratique majeur, à la mesure de la crise que traverse la construction européenne, et qui doit nous inciter à relever trois défis politiques complémentaires.

En premier lieu, il faut repositionner la « Grande Europe ». C'est d'abord à l'échelle de l'Union européenne (UE) à 28 que nos pays et concitoyens, unis dans la diversité mais désormais réconciliés, doivent écrire les nouvelles pages de leur aventure commune.

Il convient d'affirmer le rôle de l'UE dans la mondialisation, que la plupart de ses peuples souhaitent renforcer, bien conscients que l'union fait la force. L'UE s'est déjà dotée de politiques d'élargissement et d'aide extérieure qui seront mises en débat lors de la prochaine campagne électorale. Il en sera de même de la politique commerciale, en ces temps de négociations avec les USA, des efforts européens visant à mieux réguler la « finance folle », qu'il faut amplifier, des balbutiements de l'UE en matière migratoire ainsi que de l'engagement diplomatique et militaire des Européens, au moins dans leur voisinage proche.

La « Grande Europe », c'est aussi l'horizon pertinent pour poursuivre nos efforts de protection de l'environnement, ainsi que pour encourager les processus de transition énergétique. C'est tout le sens du projet de « Communauté européenne de l'énergie » que nous promouvons, en réponse à des défis prioritaires (compétitivité de l'industrie,

sécurité d'approvisionnement, etc.).

La « Grande Europe », c'est enfin le marché unique, qui peut encore être approfondi dans le domaine des services, du numérique et des grandes infrastructures, afin de créer davantage de croissance et d'emplois ; qui doit permettre une libre circulation des travailleurs plus fluide et mieux encadrée (en particulier en matière de détachement) ; et qui doit faire l'objet de davantage d'harmonisation sociale et fiscale, afin d'atténuer les tensions entre Ouest et Est ou centre et périphérie.

La crise a mis en évidence le déséquilibre entre unions monétaire et économique, tout en faisant de la zone euro le creuset politique d'une intégration accrue

En deuxième lieu, il faut parachever l'Union économique et monétaire (UEM). La crise a mis en évidence le déséquilibre entre unions monétaire et économique, tout en faisant de la zone euro le creuset politique d'une intégration accrue, fondée sur des droits et devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité.

Il convient d'abord de poursuivre sur la voie d'une refonte de l'UEM, via une union bancaire notamment fondée sur une contribution des acteurs financiers à leur propre sauvetage et sur une réduction des divergences des taux d'intérêt entre entreprises et ménages ; via des incitations financières accordées aux États membres engageant des réformes ;

via des mécanismes d'assurance contracyclique entre États ; via la mutualisation partielle de l'émission des dettes nationales face aux risques de crise systémique. Parachever l'UEM, c'est aussi

lui donner une dimension sociale spécifique, en s'appuyant sur les partenariats sociaux, par exemple pour mieux organiser la prise en charge européenne des victimes des ajustements structurels.

C'est lui donner des moyens spécifiques de soutenir la croissance via des investissements massifs,

tant pour accélérer la sortie de crise que pour mettre en place les conditions d'un développement humain écologiquement responsable.

Il convient enfin de réunir à nouveau sur une base régulière des « sommets de la zone euro », doter l'eurogroupe d'un président à plein temps et permettre aux parlementaires nationaux et européens de mieux exercer leurs pouvoirs de contrôle, à Bruxelles comme dans les capitales nationales.

En troisième lieu, il faut promouvoir la construction européenne sur la base d'alternatives claires. C'est en formulant un double agenda positif au niveau de l'UE et de la zone euro qu'il sera possible de donner tout son sens à la campagne électorale, qui se développera sur deux registres complémentaires.

D'une part, il s'agit de réaffirmer sa confiance dans la construction

européenne, en valorisant les acquis fondamentaux que sont par exemple l'esprit de réconciliation et le principe de libre circulation. Les extrémistes entendent faire des prochaines élections un référendum pour ou contre l'UE ou l'euro, en tirant parti de la dégradation de son image engendrée par la crise et sa gestion. Refaisons inlassablement la preuve de l'Europe, avec résolution et ouverture d'esprit, sur la base d'une vision large des opportunités et menaces géopolitiques auxquelles elle fait face.

D'autre part, les élections de mai 2014 doivent permettre une confrontation partisane claire entre des approches différentes du fonctionnement, des politiques et de l'avenir de l'UE. Il faut mieux mettre en exergue les divergences entre conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates, écologistes, gauche radicale, etc., et ainsi permettre aux électeurs de répartir leurs programmes pour l'UE à l'horizon 2020.

Il est bienvenu que les partis européens désignent leurs candidats à la présidence de la Commission, afin de personnaliser les enjeux du scrutin. C'est parce que les Européens mettront des visages sur les principales orientations de la construction européenne, mais aussi sur les clivages qui structurent la vie politique de l'UE, qu'ils se saisiront pleinement du grand rendez-vous démocratique du printemps prochain.

Aux urnes, chers concitoyens !

• Tribune cosignée par les membres du Comité européen d'orientation de Notre Europe - Institut Jacques Delors.